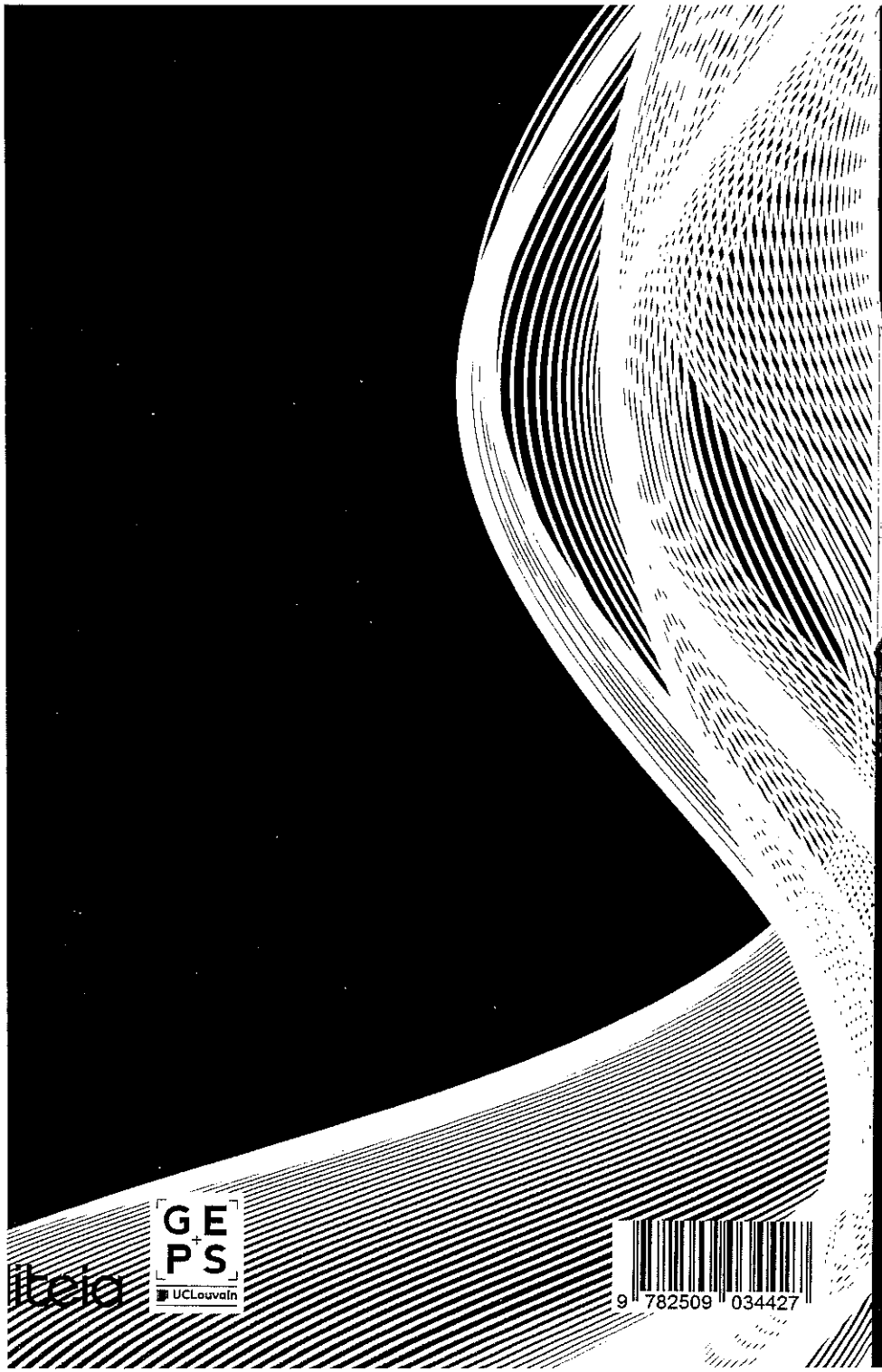


9 782509 034427

Les Cahiers du GEPS

L'EFFET RADICALISATION ET LE TERRORISME

Fabienne Brion, Christian De Valkeneer & Vincent Francis (eds.)

politeia

Colophon

COLL. LES CAHIERS DU GEPS

L'effet radicalisation et le terrorisme
État des pratiques et des recherches

Fabienne Brion, Christian De Valkeneer et Vincent Francis (eds.)

Auteurs :

Laurent Bonelli
Fabienne Brion
Fabien Carrié
Élise Delhaise
Vincent Francis
Alain Grignard
Emmanuel-Pierre Guittet
Maria Luisa Cesoni
Martin Moucheron
Corinne Torrekens
François Xavier

ISBN 978-2-509-03442-7
D/2019/8132/25
NUR 820

© Éditions Politeia s.a.
Boulevard de l'Empereur 34
1000 Bruxelles
Tél. (02) 289 26 10
Fax (02) 289 26 19
info@politeia.be
www.politeia.be

Aucun extrait de cette édition ne peut, même partiellement, être communiqué au public, reproduit ni traduit ou adapté sous quelque forme que ce soit moyennant photocopie, microfilm, enregistrement ou tout autre moyen sans l'autorisation écrite et préalable de l'éditeur.

LES CAHIERS DU GEPS

Cet ouvrage est le premier d'une collection intitulée « Les Cahiers du GEPS », éditée par le GEPS (Groupes d'Études sur les Politiques de Sécurité de l'UCLouvain) sous la direction de Christian De Valkeneer et Vincent Francis, et publiée par les Éditions Politeia.

Le GEPS a pour objectif de produire une réflexion scientifique sur les politiques touchant à la prévention, la détection et la sanction de la délinquance et des atteintes à l'ordre public au départ d'une approche pluridisciplinaire mobilisant, notamment, la criminologie, le droit, l'histoire, l'urbanisme ou les technologies. La démarche suivie se veut analytique, évaluative et constructive.

Le GEPS a également l'ambition de jeter des ponts entre l'université et le monde des pratiques de la sécurité en diffusant un savoir et en se nourrissant des expériences du terrain.

Le GEPS déploie son activité dans trois domaines : l'enseignement universitaire et la formation continuée, l'expertise et la recherche.

Avec ces Cahiers, le GEPS veut encore renforcer sa fonction de lien entre l'université et les praticiens en diffusant des connaissances de haut niveau susceptibles de contribuer au développement de politiques de sécurité réfléchies, respectueuses des droits individuels et susceptibles d'efficience par rapport aux objectifs poursuivis. Ces Cahiers donneront également la parole aux praticiens afin qu'ils puissent faire part de leurs expériences par rapport à telle ou telle problématique et rapporter leur confrontation des théories aux réalités de terrain.

TABLE DES MATIÈRES

LES CAHIERS DU GEPS 3

PROPOS LIMINAIRES 9

CHAPITRE I. VIOLENCE POLITIQUE EN IRLANDE DU NORD : CE QUE LES « *TROUBLES* » NOUS APPRENNENT, par M. Moucheron . 11

1. Introduction 11
2. L'Irlande du Nord dans les années soixante : un vent nouveau venu d'Amérique 12
3. *Counter-insurgency*, ou comment établir un cercle vicieux 14
4. Exceptionnalisme de droit commun, ou comment créer des martyrs 17
5. Négociation, ou comment isoler les plus radicaux 19
6. Conclusion. Contre-insurrection, contre-terrorisme... et contre-productivité 21

CHAPITRE II. SORTIR DU CONFLIT ? RETOUR SUR ETA, 60 ANS DE LUTTE ARMÉE ET LA SITUATION ACTUELLE AU PAYS BASQUE, par E.-P. Guittet 23

1. Introduction. ETA et le conflit au Pays Basque : un anachronisme ? 23
2. La genèse d'ETA et la question de l'usage de la violence armée 26
   2.1. De « Ekin » à ETA 26
   2.2. Cycle de violence 27
3. Accords, disputes et désaccords : les différentes vies d'ETA 29
   3.1. Querelles et clivages idéologiques 30
   3.2. Distanciations et ruptures institutionnelles 31
   3.3. Transition, répression et escalade de la violence 32
4. Devenir militant et abandonner les armes 35
   4.1. Soixante ans de militantisme 35
   4.2. Logiques de désengagement 36
5. L'interminable fin d'ETA 37
   5.1. Vingt ans de négociations laborieuses 37
   5.2. Obstacles 38
6. Conclusion. Démilitarisation du champ politique basque, et après ? 40

CHAPITRE III. LES RÉSEAUX ISLAMISTES EN BELGIQUE, ENTRE NATIONALISME ET MONDIALISATION : ESQUISSE D'UNE VISION POLICIÈRE, par A. Grignard 43

1. Introduction 43
2. Mars 1995 : le réseau « Zaoui », une structure « islamo-nationaliste » 45
3. Mars 1998 : le réseau « Mellouk » 46
4. De 1998 à 2001 : AL-QÂ'IDA et l'internationalisation 48
5. Le dossier « Asperges » : GICM, protype des réseaux post-afghans 49
6. Le conflit irakien et ses suites 51
7. Le phénomène des départs de jeunes en Syrie 52

CHAPITRE IV. QUI SÈME LE VENT... VERS UNE ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION CONTRE LA RADICALISATION DANS LES PRISONS, par F. Brion 57

1. Introduction 57
2. Le plan d'action contre la radicalisation en prison 58
   2.1. Renseignement 59
   2.2. Placement 61
   2.3. Implication des représentants des cultes reconnus 62
   2.4. Coordination de la mise en œuvre du plan et collaborations 63
3. Du « plan P » à sa mise en œuvre par la DG EPI 66
4. Conclusion 77

CHAPITRE V. LA RADICALITÉ DJIHADISTE EN FRANCE. QUELQUES ENSEIGNEMENTS TIRÉS D'UNE RECHERCHE RÉCENTE, par L. Bonelli et F. Carrié 83

1. Introduction 83
2. Une recherche originale 84
3. La radicalité comme engagement idéologique 86
4. La radicalité comme ressource 91
5. Pour une approche raisonnée de la radicalité 92

CHAPITRE VI. POUR UNE ANALYSE INTERDISCIPLINAIRE DES PROCESSUS DE RADICALISATION, par C. Torrekens 101

1. Introduction 101
2. Un état de la littérature relative à la radicalisation : mission impossible ? .. 104
3. Une schématisation interdisciplinaire des engagements radicaux 10
4. Conclusion 11

CHAPITRE VII. TERRORISTE ET COMBATTANT : UNE CONFUSION PERNICIEUSE, par M. L. Cesoni 12

1. Introduction 12
2. La définition juridique du terrorisme 12
   2.1. Le terrorisme en temps de paix 12
   2.2. Le terrorisme en temps de guerre 12
3. Groupes armés et individus combattants 12
   3.1. Conflit armé et application du DIH 12
   3.2. Le groupe armé organisé 13
   3.3. Le « privilège du combattant » 13
   3.4. La qualification de Daech et consorts 13
4. Terroristes et combattants ? 13
   4.1. Le principe de séparation en droit européen et belge 13
   4.2. Une confusion à caractère politique 13
   4.3. Les FTF en droit belge 13
5. Une confusion dangereuse au niveau international 13
   5.1. De nouveaux pouvoirs pour le Conseil de sécurité 13
   5.2. La légitimation de la guerre préventive 14
   5.3. Affaiblissement du droit international humanitaire 14
   5.4. Affaiblissement du droit international des droits de l'homme 14
      5.4.1. Recours à la torture 14
      5.4.2. Justification des exécutions extrajudiciaires 14
6. Une séparation insatisfaisante en droit interne 14
   6.1. Une application paradoxale de la clause d'exclusion ? 14
   6.2. Des décisions contradictoires 14
   6.3. Des allers-retours : à quelles fins ? 15
7. Réflexions conclusives 15

CHAPITRE VIII. LES MÉTHODES D'ENQUÊTE PÉNALE COMME OUTILS D'ANTICIPATION DU PASSAGE À L'ACTE TERRORISTE, par E. Delhaise 15

1. Introduction 15
2. Quelques réformes du droit pénal et du droit de la procédure pénale en matière de lutte anti-terroriste 15
   2.1. Les « délits-obstacles » 15
   2.2. La procédure pénale 15
      2.2.1. La réforme de mécanismes existants 15
      2.2.2. Les nouvelles méthodes d'enquête 16

3. Les motifs sous-tendant les réformes 163
3.1. Les « délits-obstacles » 163
3.2. La procédure pénale 164
4. Les infractions visées par les méthodes d'enquête 165
5. Un régime d'exception pour les infractions terroristes au sens large ? 167
6. Conclusion 168

CHAPITRE IX. LE DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE FÉDÉRALE DE PRÉVENTION ET DE RÉPRESSION ADMINISTRATIVES DE LA RADICALISATION, par F. Xavier 171

1. Introduction 171
2. Adoption de mesures spécifiques de lutte contre la radicalisation par la législature 54 174
2.1. Au stade du traitement de l'information 174
2.1.1. La collecte de renseignements, d'informations et de données 174
2.1.2. L'échange de renseignements, d'informations et de données 180
2.2. Au stade de l'adoption de mesures de police 185
3. Mobilisation nécessaire des mesures administratives de droit commun ... 191
3.1. Premier écueil : la notion d'ordre public 192
3.2. Second écueil : le principe de l'indépendance des polices 197
4. Conclusion 198

CHAPITRE X. LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FACE AU TERRORISME, par V. Francis 201

1. Introduction 201
2. Technologisation de la sécurité 202
3. Les NTIC et l'anticipation des menaces 203
3.1. L'identification biométrique 204
3.2. Le profilage numérique 206
3.3. La détection du risque par les caméras algorithmiques 208
4. NTIC et sécurité : quelques enjeux 210
4.1. Une intensification de la surveillance ? 210
4.2. Une perte de lisibilité du monde 212
4.3. Anticipation, discrimination et exclusion 213
5. Conclusions 214

PROPOS LIMINAIRES

Le 26 septembre 2018, le Groupe d'Études sur les Politiques de Sécurité (GEPS) l'Université catholique de Louvain et l'Université de Namur organisaient un colloq consacré au terrorisme. Deux années et demie après les attentats de Bruxelles, et pr de trois après ceux de Paris, il a semblé utile, dans une période de relative accalmie, prendre un peu de recul par rapport à un phénomène dont la violence rend parfois démarche analytique malaisée.

L'ambition de cette journée d'étude était double. D'une part, livrer un état des cherches menées actuellement sur la problématique du terrorisme dans les champs la criminologie, du droit, de la sociologie ou des sciences politiques. Et d'autre part, départir du « terrocentrisme islamique » qui tend à occulter le fait que le terrorisr plonge ses racines loin dans l'histoire et est pluriel.

Les exposés furent d'une grande richesse tant par leur contenu que par les démarch suivies qui empruntent tantôt la voie de l'analyse des faits et de leur contexte, tant celle de l'empirie au travers de l'examen de situations individuelles.

L'objectif de cette rencontre n'était pas de déboucher sur des solutions ou des recett mais de livrer des analyses et des réflexions. Il n'en demeure pas moins que les interve tions furent riches d'enseignements et que les acteurs confrontés aux questions de t rorisme et de radicalité y auront trouvé de quoi alimenter leurs réflexions.

Les travaux débutèrent par la question de l'émergence du concept de radicalisation l'analyse des causes de celle-ci pour se poursuivre par une chronologie de différentes e quêtes menées en Belgique dans le domaine de l'islam radical ces trente dernières a nées. Cette chronologie permit de mettre en évidence l'évolution tant des profils q des démarches des personnes impliquées dans ces dossiers.

Les exposés consacrés aux terrorismes nord-irlandais et basques furent l'occasion à fois d'élargir le champ des investigations à d'autres formes que le terrorisme islamiq mais aussi de disposer d'un schéma d'analyse de la naissance, du développement et l'extinction d'un mouvement terroriste.

L'examen de la question de la frontière entre le terroriste et le combattant révéla u autre complexité de la matière qui produit des télescopages entre des branches du dr et notamment le droit pénal et le droit des conflits armés.

Le phénomène terroriste est également à l'origine d'évolutions juridiques sur le plan tant du droit pénal matériel que de la procédure pénale, avec pour corollaire un glissement de ces deux dernières disciplines vers un droit administratif armé.

En outre, ce phénomène a provoqué une accélération du développement et de l'utilisation des dispositifs technologiques de surveillance des individus et de l'espace, et ce, sans réflexion approfondie ni sur l'efficacité de tels outils ni sur leurs répercussions en termes d'intégration sociale ou de protection de la vie privée, ni sur leurs capacités réelles de pouvoir traiter les données ainsi rassemblées.

Enfin, les résultats de plusieurs travaux empiriques ont été exposés. La rareté de la démarche confère à ces recherches un intérêt tout particulier en permettant de dépasser des schémas classiques reposant trop souvent sur des lectures hypothétiques de la réalité.

Ce cahier rassemble les textes de ces différents exposés. Il nous paraissait, en effet, essentiel de pouvoir mettre à disposition tant des acteurs de terrain, que des chercheurs ou des étudiants ce recueil d'analyses qui est certes loin de clore la réflexion sur un phénomène aussi complexe que le terrorisme, mais qui constitue un jalon important pour une approche réfléchie de celui-ci au-delà du tragique, de la souffrance et de l'incompréhension qu'il peut générer.

Fabienne BRION
Professeur à l'UCLouvain

Christian DE VALKENEER
Professeur extraordinaire à l'UCLouvain & Procureur général près la Cour d'appel de Liège

Vincent FRANCIS
Chargé de recherche & Chargé de cours invité à l'UCLouvain

CHAPITRE I. VIOLENCE POLITIQUE EN IRLANDE DU NORD : CE QUE LES « *TROUBLES* » NOUS APPRENNENT

Martin MOUCHERON[1]
Criminologue et philosophe, Executive Officer au sein du Department of Justice de la Ré, blique d'Irlande

1. INTRODUCTION

Vingt ans de paix – relative. Depuis la signature des accords du Vendredi saint 10 avril 1998, l'Irlande du Nord est considérée depuis le Continent comme pacifiée la « question » irlandaise comme close, au point où l'on en aurait presque oublié qu était la question elle-même. Ces accords, malgré leur dimension temporaire, son l'heure du Brexit considérés comme un exemple de résolution d'un conflit[2] dont la rée, les contours et la complexité sont difficiles à discerner pour une nouvelle géné tion de politiciens britanniques, tant le Parlement et la société britanniques se s empressés de refouler le trauma – et d'ignorer le rôle majeur joué par l'Union eu péenne. Plus largement, il semble bien que rien n'ait été appris de ces trente années déchirements, de violence, de larmes et de ressentiments dans la façon d'approche violence politique et la question des minorités, malgré le nombre croissant de trava dédiés à l'étude des « *Troubles* ».

Ce bref exposé propose un découpage temporel des dynamiques à l'œuvre depuis la des années soixante, centré autour de l'évolution des stratégies de réponse à la cont tation du traitement inégalitaire de l'importante minorité catholique en Irlande Nord : après une brève présentation du contexte nord-irlandais (2), il est proposé u typologie des stratégies d'action face à la contestation en trois temps : *counter-insurg cy* (3), exceptionnalisme de droit commun (4) et négociation (5), avant qu'une bri conclusion n'envisage les possibles transferts d'expérience aux contextes contempora (6)

1 Le contenu du présent texte n'engage que son auteur, et ne représente pas la position officielle Department of Justice.

2 B. MCDONAGH, « Look to the Irish peace process for guidance on how to navigate Brexit », *Guardian*, 28 décembre 2018.